

DIFFICULTES FINANCIERES DE LA CRECHE LOUISE DELSART GEREE PAR LA CROIX ROUGE : LECTURE DE LA LETTRE DU PREFET

Madame GULLY donne lecture d'une lettre préfectorale du 28 Juin 1982, qui fait état des difficultés financières que connaît le Comité Nancéien de la Croix Rouge Française dans la gestion de la Crèche Louise Delsart.

En attendant la mise en place d'une politique globale de fonctionnement des crèches au niveau de l'Agglomération Nancéienne, ce qui ne pourra se faire avant l'automne, il serait nécessaire que la Crèche Louise Delsart bénéficie d'une aide de la part des Communes dont elle accueille les enfants, à raison de 28 F 00 par jour et par enfant. A titre indicatif, 5 enfants de LUDRES fréquentaient cette crèche au 1er mars 1982.

Il est rappelé que le Conseil Municipal avait décidé que tout ce qui concerne les Crèches serait du ressort du B.A.S. Il appartient néanmoins au Conseil Municipal de prendre une décision de principe pour que le B.A.S. puisse se saisir de ce problème.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
après en avoir délibéré,

- donne son accord de principe pour participer exceptionnellement au comblement du déficit enregistré par la Crèche Louise Delsart au prorata du nombre d'enfants de LUDRES fréquentant cette Crèche.
- prend note que cette participation n'excédera pas 28 F 00 par enfant et par jour et ceci à titre temporaire avant la mise en place d'un programme d'action concertée,
- demande à ce que toutes précisions soient apportées quant à la durée à prendre en compte ainsi que le nombre exact d'enfants de LUDRES ayant fréquenté cette crèche afin de cerner la contribution de la Commune de LUDRES,
- une fois ces précisions apportées, demande à ce que la Commission administrative du Bureau d'Aide Sociale de LUDRES se réunisse dans les meilleurs délais pour en délibérer,
- demande, en dernier lieu, à ce qu'une politique globale de fonctionnement des crèches au niveau de l'Agglomération Nancéienne soit mise en place dans les meilleurs délais, afin de déboucher, de fait, sur une véritable harmonisation des prestations et des tarifications.